

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 RENNES

RENNES, le 4 mai 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **VERGERS DE CHATEAUBOURG SAS**

12, rue de Rennes  
BP 92129  
35220 Châteaubourg

Références : UD35/2023-276-1  
Code AIOT : 0005504579

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2023 dans l'établissement VERGERS DE CHATEAUBOURG SAS implanté 12, rue de Rennes BP 92129 35220 Châteaubourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à une précédente visite de l'inspection qui s'est déroulée le 3 août 2022 sur le thème de la sécheresse, alors qu'une alerte renforcée avait été déclenchée au niveau départemental (contexte tendu sur l'ensemble du territoire national).

Pour prévenir une situation similaire au cours de l'été à venir, la présente inspection avait pour objectif d'établir quelles dispositions ont été prises depuis, et pourraient être mises en oeuvre à l'avenir, si la situation venait à se reproduire.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VERGERS DE CHATEAUBOURG SAS
- 12, rue de Rennes BP 92129 35220 Châteaubourg
- Code AIOT : 0005504579
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

L'établissement est spécialisé dans la transformation de fruits, essentiellement la pomme, pour produire des desserts, jus et préparations pour l'industrie agro-alimentaires.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Prélèvements et consommation d'eau,
- Déclaration GEREPE des prélèvements d'eau,
- Mesures de réduction de la consommation d'eau ou mesures alternatives.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
2	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 02/11/2010, article 4.1.1	/
3	Réduction de consommation ou mesure alternative	Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16 (niveau alerte renforcée ou crise)	Susceptible de suites

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Déclaration des prélèvements	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Prélèvement d'eau dans le réseau : une nouvelle demande auprès du fournisseur d'eau, le SYMEVAL, doit être réalisée pour évaluer l'opportunité de la demande formulée par l'exploitant d'une augmentation du volume prélevé dans le réseau d'approvisionnement.

La demande d'augmentation de la quantité d'eau prélevée autorisée par l'arrêté préfectoral doit par ailleurs être étayée et apporter la démonstration que toutes les mesures ont été prises au sein de l'établissement pour réduire la consommation des installations en amont. C'est un préalable à toute modification possible de l'arrêté préfectoral du site sur ce sujet.

Optimisation des consommations : le rapport établi suite à l'audit des consommations d'eau effectué par un bureau d'étude spécialisé sera transmis à l'inspection au plus tard au cours de la première quinzaine de juillet. Un plan d'actions détaillant les mesures qui seront mises en oeuvre, avec un échéancier prévisionnel de réalisation, sera joint à cette transmission.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration des émissions et des prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration GERE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  -L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :  -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;  -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/ CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;  -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m <sup>3</sup> / an ; [...]
<b>Constats :</b>  La déclaration sous GERE pour l'année 2022 a été réalisée le 15/03/2023 et fait état d'un prélèvement annuel de 243 504 m <sup>3</sup> dans le réseau pour un volume de production annuel de 54 656 t. En 2021, les prélèvements d'eau s'élevaient à 282 614 m <sup>3</sup> pour un volume de production annuel de 56 801 t. La consommation spécifique (rapportée au volume de produits vendus) est ainsi passée de 4,4 m <sup>3</sup> /t en 2021 à 3,8 m <sup>3</sup> /t en 2022, confirmant les efforts réalisés pour optimiser la consommation d'eau sur site. Cette consommation spécifique fait par ailleurs l'objet d'un suivi par l'exploitant au sein de l'établissement.  La déclaration GERE réalisée pour l'année 2022 signale par ailleurs une baisse anormale concernant les quantités de métaux émis (As – Cd – Cr – Cu – Hg – Ni et Pb), baisse évaluée à plus de 90 % par rapport aux quantités déclarées en 2021. L'inspection a identifié que cette baisse est liée à la modification des conditions de rejet des effluents, qui étaient précédemment épandus, et sont désormais traitées par la STEP interne de l'établissement (comme prescrit par l'arrêté complémentaire du 7 juillet 2022). Cette alerte de l'application n'est donc pas préoccupante en l'état.
<b>Type de suites proposées :</b> sans objet

### N° 2 : Prélèvements et consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/11/2010, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le réseau d'adduction d'eau potable, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités à 180 000 m3 par an.</p> <p><b>Constats :</b> Les prélèvements d'eau sont utilisés sur le site :  <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour le nettoyage des fruits (pommes),</li> <li>- le lavage des installations et des sols,</li> <li>- la pousse à l'eau des circuits "jus" et "compote",</li> <li>- des usages sanitaires (180 à 220 personnes présentes sur le site selon la saison),</li> <li>- pour l'utilisation des installations de production d'énergie (froid, vapeur, TAR).</li> </ul> <p>Le prélèvement autorisé par l'arrêté préfectoral délivré en 2010 (180 000 m3) est aujourd'hui dépassé (pour mémoire, 243 504 m3 prélevés en 2022 selon la déclaration GEREP). Ce dépassement est à mettre en lien avec une hausse de la production depuis la délivrance de l'autorisation : la consommation spécifique des installations (rapportée à la tonne de produits sortant) est quant à elle en baisse constante. Elle était de 4,4 m<sup>3</sup>/t en 2021 et de 3,8 m<sup>3</sup>/t en 2022. La consommation estimée pour 2023 est de 214 000 m3 (chiffre exploitant).</p> <p>Une demande a été adressée à l'inspection en 2020 pour porter ce volume annuel autorisé à 300 000 m3 (tout en conservant un volume maximal journalier prélevé de 1 250 m3). Cette demande a été motivée par :  <ul style="list-style-type: none"> <li>- une augmentation des volumes produits conséquente depuis 2010,</li> <li>- des références "produits" plus nombreuses et des exigences sanitaires accrues (produits bio, cahier des charges bactériologique plus exigeant, prise en compte des risques allergènes), nécessitant des séquences de nettoyage plus fréquentes.</li> </ul> <p>L'inspection précise cependant que cette demande ne peut aboutir que si la démonstration que les réductions de consommation d'eau ont été poussées au maximum des possibilités technico-économiques du site est faite.</p> <p>La société Les Vergers de Chateaubourg a transmis à l'inspection à l'appui de sa demande un courrier du SYMEVAL (SYndicat Mixte des Eaux de la VALière) daté du 24 février 2020 et donnant un avis favorable à cette demande. Compte-tenu du contexte de pénurie d'eau qui a touché l'ensemble de la région Bretagne (et la France de manière plus générale) en 2022, une nouvelle consultation du SYMEVAL semble aujourd'hui nécessaire afin de connaître d'éventuelles réserves ou conditions particulières liées aux difficultés qu'ils pourraient rencontrer.</p> <p><b>&gt; L'inspection demande donc à la société Les Vergers de Chateaubourg de se rapprocher du SYMEVAL pour réitérer sa demande. Une nouvelle demande, accompagnée de l'accord du gestionnaire d'eau potable sera ensuite portée à la connaissance du Préfet avec, à l'appui de l'augmentation sollicitée, l'ensemble des éléments lui permettant de statuer (évolution de la production, mesures d'économie d'eau mises en place ou prévues etc.).</b></p> </p></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

### N° 3 : Réduction de consommation ou mesure alternative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2022, article Annexe 3 ligne 16 (niveau alerte renforcée ou crise)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/08/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Réduction de la consommation en eau utilisée dans les différents process relatifs aux usages industriels - 25 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année hors période de sécheresse, sauf si : - l'arrêté préfectoral encadrant l'activité prévoit des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse, Ou - l'industriel peut présenter un diagnostic de moins de 5 ans portant sur son procédé et proposant un plan d'actions de réduction des consommations d'eau qu'il s'est engagé à mettre en oeuvre, Ou - l'industriel peut démontrer que ses besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (e.g mise en oeuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité).
<b>Constats :</b> Lors de la visite réalisée au début du mois d'août 2022, l'inspection avait pu constater la mise en œuvre d'un plan d'actions de réduction des consommations d'eau, suivi mensuellement par le biais d'un groupe de travail dédié. Ce travail s'est poursuivi au cours du second semestre 2022 avec en particulier : - une optimisation des temps de lavage et de rinçage sur la ligne D → gain réalisé : 40 m3/semaine ; - raccordement de l'eau de retour de la STEP pour le lavage des dégrilleurs → gain réalisé : 350 m3/semaine ; - chargement des tamis rotatifs sur le circuit "eau de pomme" → gain réalisé : 50 m3/semaine ; - ajout d'un compteur pour optimiser le débit d'eau du rinçage des pommes → gain réalisé : 100 m3/semaine ; - raccordement des lignes A et B à la nouvelle station de nettoyage en place et automatisation du programme de lavage → gain réalisé : 15 m3/semaine ; - mise en place de limiteurs de débits sur les tuyaux de lavage au sein de l'atelier PAI → gain réalisé : 5m3/semaine.  Un nouveau bilan des consommations d'eau a ainsi été réalisé à la fin du mois de janvier 2023 : il met en évidence qu'au second semestre, entre 2021 et 2022, les mesures prises ont permis d'économiser 42 000 m3 d'eau, soit environ 15 % de la consommation annuelle.  Suite à l'inspection réalisée en août 2022, l'exploitant a par ailleurs mandaté un bureau d'études afin de réaliser un audit des consommations d'eau du site (évaluation poste par poste, solutions techniques et/ou organisationnelles pouvant être mise en place) : cet audit est un préalable à la mise en œuvre d'un plan d'actions pour optimiser la consommation d'eau du site. A ce jour, le rapport correspondant n'est pas parvenu à l'exploitant : il est attendu fin mai - début juin 2023.  <b>&gt; L'inspection demande à ce que le rapport d'audit réalisé par le bureau GES lui soit transmis avec les commentaires et analyses de l'exploitant sur les solutions qu'il envisage de mettre en oeuvre (plan d'actions). Ce plan d'action (avec un échéancier prévisionnel de mise en oeuvre et volumes d'eau économisés pour chacune des actions) devra parvenir à l'inspection au cours de la première quinzaine de juillet 2023.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites